

Septembre/Octobre 2012 - N° 6

# INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS  
AGRICULTURE  
ENERGIE  
MINES  
INDUSTRIE  
SERVICES  
FINANCE



**Spécial projets**

# Infrastructures Energie

# Faites vous-même l'actualité

[www.agenceecofin.com/com](http://www.agenceecofin.com/com)





# AU SOMMAIRE

6 · 15 000 milliards FCFA pour mettre en œuvre le Plan ferroviaire du Cameroun



10 · Un projet de 10 000 logements sociaux en préparation au Cameroun



## INVESTIR AU CAMEROUN

### Editeur

Stratline Limited - Rooms 1102-1103,  
11F, Kowloon Building, 555 Nathan Road,  
Monkok, Kowloon, Hong Kong

### Directrice de la publication

Yasmine BAHRI-DOMON

### Rédaction

Agence ECOFIN, Ayissi LE BEAU,  
Beaugas-Orain Djoyum, Mamadou CISSÉ,  
Dominique FLAUX  
[www.agenceecofin.com](http://www.agenceecofin.com)

### Opérateur

Séquence Media SA  
[www.sequencemedia.com](http://www.sequencemedia.com)  
Maquette : Jérémie FLAUX,  
Réalisation web : Christian ZANARDI,  
Corrections : Xavier MICHEL

### Régie publicitaire

Séquence Media, Genève  
Benjamin FLAUX  
Tél +41 78 699 13 72  
[benjamin.flaux@sequencemedia.com](mailto:benjamin.flaux@sequencemedia.com)  
Au Cameroun  
[regiepubcameroun@sequencemedia.com](mailto:regiepubcameroun@sequencemedia.com)  
Tél +237 99 41 60 15

### Diffusion et Impression

Ste GALMA (imprimerie du soleil Levant)  
BP 15903 Yaoundé, Cameroun  
Marlyse BIEME ONANA (DG)  
Tél. : 00 237 22 21 97 84 - 99 59 11 95  
[biemem@yahoo.fr](mailto:biemem@yahoo.fr)

Gratuit – Ne peut être vendu

17 · Le barrage de Noun-Wouri : déjà un important client



20 · Des opportunités à saisir dans la distribution de l'énergie



# Infrastructures : des projets en quête de financements

**Au-delà des grands projets structurants en cours de réalisation, d'autres projets d'infrastructures sont nombreux au Cameroun. Et ce dans bien des domaines. La volonté politique est affichée et le pays annonce ses besoins de financements.**

Parmi ces nombreux projets, on peut ainsi citer, entre autres, le port en eaux profondes de Limbé, qui recherche 426 milliards de francs CFA, la rénovation de l'aéroport de Douala, qui nécessite 15,3 milliards FCFA, la Ring-Road dans la région du Nord-Ouest, à la recherche de 143 milliards FCFA, le pont sur la Sanaga à Natchigal, qui aura besoin de 24 milliards FCFA, la route Mintom-frontière du Congo, qui recherche 79,6 milliards FCFA, le projet Sawa Beach pour donner un nouveau visage à la capitale économique, à 550 milliards FCFA, le Plan ferroviaire national, qui a besoin de 15 000 milliards FCFA, ou encore de nombreux projets routiers qui



Le président Paul Biya pose la première pierre du barrage de Memve'ele.

attendent des financements. Tous des projets présentés dans ce dossier spécial. L'argent reste donc l'élément déclencheur de ces projets. C'est pourquoi le pays a mis un point d'honneur sur la recherche des financements auprès des partenaires étrangers. Le 6 janvier 2012, dans son message adressé au corps diplomatique lors de la cérémonie de présentation des vœux, Paul Biya l'a à nouveau rappelé. « *Le soutien de l'Union européenne, l'un de nos principaux partenaires au développe-*

*ment, restera déterminant. Nous l'apprécierons d'autant plus que les pays amis qui la composent connaissent eux-mêmes de graves problèmes qui, je l'espère, ne remettront pas en cause notre partenariat en gestation* », a-t-il déclaré aux ambassadeurs. « *De la même manière, ajoutait-il, nous comptons beaucoup aussi sur nos relations bilatérales pour renforcer nos échanges commerciaux et notre coopération avec nos partenaires traditionnels européens et américains. Parallèlement, nous continuerons à développer nos rapports avec la Chine, qui devient pour nous un partenaire majeur, mais aussi avec le Japon, l'Inde, la Corée du Sud, la Turquie, le Brésil et tout autre pays ou grand groupe privé qui voudra bien s'associer avec nous pour participer à la mise en œuvre de nos grands projets.* »



Le Cameroun, un pays en chantier.

## ACQUIS

Toutefois, au-delà des projets qui recherchent encore des financements, plusieurs autres dans le domaine des infrastructures, dont les financements sont bouclés, ont été lancés cette année 2012. En premier lieu le barrage hydroélectrique de Lom Pangar, d'un financement global de 238 milliards FCFA. La pose de la première pierre de ce projet a été effectuée le 3 août 2012 dans la région de l'Est par le président Paul Biya.





Le port en eaux profondes de Kribi est actuellement en construction par la China Harbour Engineering Company (CHEC).

Selon EDC, « la retenue d'eau du barrage de Lom Pangar augmentera le débit régularisé de la Sanaga à plus de 1000 m<sup>3</sup>/s à l'amont de Song Loulou, de façon à saturer son débit d'équipement et à augmenter la production d'Edéa en période d'étiage, soit

localité de Nyabizan (région du Sud). Les travaux, officiellement lancés par Paul Biya le 15 juin 2012, sont en cours de réalisation par Sinohydro Corporation Limited, une entreprise chinoise. Le coût total du projet est évalué à environ

la République a officiellement lancé les travaux de ce port le 8 octobre 2011. Il est actuellement en construction par la China Harbour Engineering Company (CHEC). D'un coût total de 282 milliards FCFA, ce port sera une infrastructure de pointe sur la côte ouest-africaine. Il permettra d'accélérer l'industrialisation du Cameroun par la mise en exploitation de ses nombreuses ressources naturelles. Notamment le fer et la bauxite, dont les opérations d'importation et d'exportation nécessitent des navires de très grande taille. Ainsi, à Mboro, localité située à 30 km au sud de Kribi, plusieurs terminaux seront construits : Conteneur, Aluminium, Hydrocarbures, Polyvalent. A Lolabé, à 4 km au sud de Mboro, un appontement minéralier sera construit également.

## Plusieurs grands projets dont les financements sont bouclés, ont été lancés cette année 2012.

160 MW produits par les deux ouvrages. À ce titre, le projet de barrage réservoir constitue la pièce maîtresse de la stratégie du gouvernement pour assurer à moyen et long termes l'approvisionnement en électricité du pays au moindre coût. »

420 milliards FCFA. Ce barrage fournira 201 MW en période de pointe (entre 18h et 22h), et portera la production de l'électricité à environ 2000 MW à l'horizon 2015.

### BARRAGE HYDROÉLECTRIQUE DE MEMVE'ELE

Egalement déjà acquis, le barrage hydroélectrique de Memve'ele, dans la

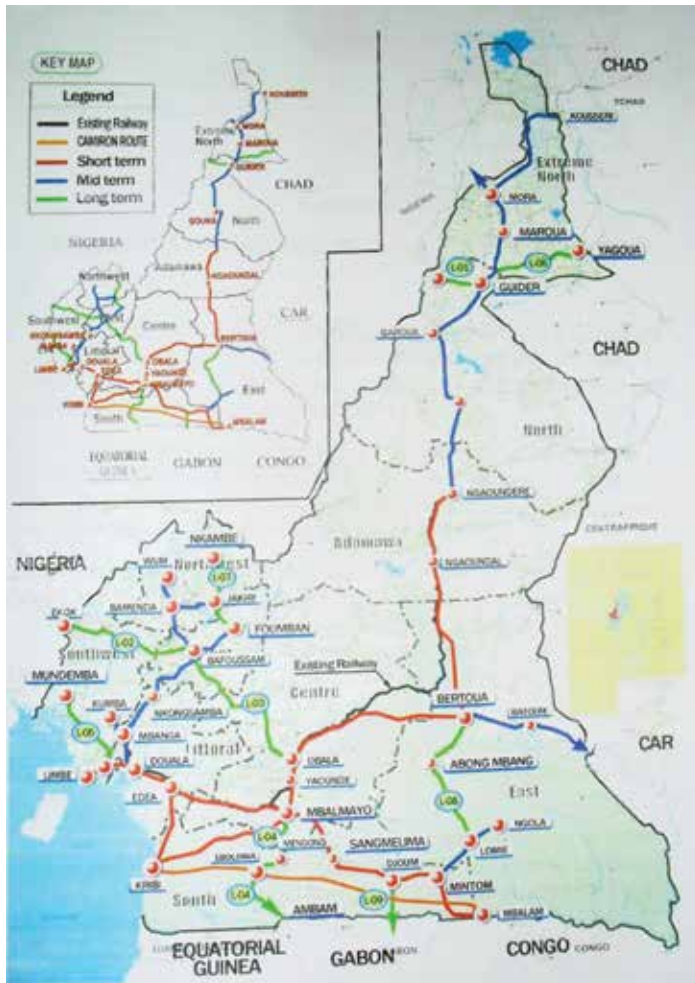
### PORT EN EAUX PROFONDES DE KRIBI

Le port en eaux profondes de Kribi n'est pas en reste. Comme les deux projets ci-dessus mentionnés, le président de

Avec l'aboutissement de l'ensemble de ces projets et de bien d'autres, le Cameroun envisage d'atteindre le cap de l'émergence à l'horizon 2035, avec un taux de croissance à deux chiffres.

Beaugas-Orain Djoum

# 15 000 milliards FCFA pour mettre en œuvre le Plan ferroviaire du Cameroun



Le Cameroun a conçu un nouveau tracé ferroviaire qui permettra d’interconnecter le pays avec les Etats voisins tout en désenclavant les bassins de production agricoles et miniers.

Avec l’avènement de ses grands projets, notamment dans le domaine de l’exploitation minière (fer au Sud et bauxite dans l’Adamaoua), ceci couplé à la construction du port en eaux profondes de Kribi, le Cameroun veut étendre son réseau ferroviaire, qui est actuellement de 1000 km. La première mouture de ce Plan directeur ferroviaire national avait été présentée à la presse le 28 avril 2011 par le ministre en charge de la Planification de

l’époque, Louis-Paul Motazé. Le réseau ferroviaire national s’étendra sur plusieurs villes. En plus de transporter les ressources minières destinées à l’exportation, il a l’ambition de capter le trafic sous-régional. D’après le Ministère de l’économie, il va relier les principaux ports aux zones minières du pays pour faire émerger l’industrie camerounaise, et ainsi booster les exportations dans la sous-région.

Parmi les villes qui seront desservies par ce réseau ferroviaire, il y aura le tronçon Kousséri-Kribi, en passant par Ngaoundéré, Bertoua, Obala, Yaoundé et Mbalmayo. Il y aura aussi les linéaires Mbalam-Kribi et Mbalm-Limbé. Plusieurs autres tronçons

comme celui de Batouri-Limbé sont également prévus (voir la carte ci-contre).

## RETOMBÉES

Le nouveau Plan directeur ferroviaire national va entraîner, à partir de 2015, un accroissement constant du produit intérieur brut (PIB) de l’ordre de 4,75% par an jusqu’en 2040, prévoit le Ministère de l’économie. « De même, le volume des importations des matières premières et secondaires va être réduit, au profit d’une augmentation du volume des exportations dans la sous-région Afrique centrale », affirme-t-on au Ministère de l’économie. Le projet pourrait générer à court terme 348 300 emplois, et à moyen terme 256 000 emplois. Ces emplois concernent tous les secteurs de l’économie, de l’encadrement technique aux agents d’exécution. La nouvelle mouture de ce Plan directeur ferroviaire national présentée par la Direction générale de l’économie et de la programmation des investissements publics indique que le coût global du projet est estimé à 14 976,5 milliards FCFA (23 milliards €). Les financements sont actuellement recherchés. Le gouvernement camerounais prévoyait de commencer la mise en œuvre de ce plan ferroviaire dès cette année 2012, et ce jusqu’en 2020.

Dans la première phase du plan ferroviaire, il faudrait mettre sur pied les itinéraires Edéa-Kribi (136 km, 468,7 milliards), Mbalam-Kribi (602,6 km, 3109 milliards, Douala-Limbé (73,5 km, 341 milliards) et Ngaoundéré-Douala (907,5 km, 4545 milliards).

Le chemin de fer aura un rail de 50 kg. La vitesse sera comprise entre 170 km/h et 150 km/h pour les trains voyageurs, et entre 90 km/h et 70 km/h pour les trains marchandises. Ce plan directeur national a été mené en partenariat avec une entreprise coréenne.

**Beaugas-Orain Djoyum**

**CHEMIN DE FER DE MBALAM-KRIBI : POUR LE TRANSPORT DES MINERAIS OU DES CIVILS ?**

Le Plan directeur ferroviaire national intègre un linéaire qui servira au transport du fer du lieu de l'exploitation à Mbalam jusqu'aux côtes camerounaises à Kribi. Les discussions entre Sundance Resources, qui va exploiter ce fer, et l'Etat du Cameroun achoppent en ce moment sur la nature du chemin de fer à mettre en place sur cet itinéraire. L'Etat milite pour la mise en place d'un chemin de fer pour le transport des civils et du fer. Sundance Resources milite plutôt pour la construction d'un chemin de fer réservé exclusivement au transport du fer. L'entreprise australienne propose également un itinéraire qui évite les villes et les localités. Ce qui fait que le Cameroun n'a pas encore signé avec l'entreprise une convention d'exploitation minière. Mbalam-Kribi représente 602,6 km de voie ferrée, et l'on estime le budget nécessaire à sa réalisation à 3109 milliards FCFA. David Meehan, le directeur des opérations de Sundance Resources, l'a récemment expliqué au *Journal du Cameroun* : « Il y a une chose qui doit être dite. C'est que lorsque vous n'avez pas encore vu à quoi ressemble un chemin de fer lourd pour transport de minerais, vous ne pouvez pas imaginer ce que c'est. Or, d'une certaine manière, c'est ce qu'il faut pour une exploitation optimale du fer de Mbalam. Un chemin de fer lourd, c'est d'abord une seule ligne, parce qu'on ne peut pas faire deux voies, une seule déjà coûte 3 milliards de dollars (1500 milliards FCFA) », explique-t-il. Il ajoute qu'« on aura des trains avec des wagons de près de deux kilomètres qui passeront à intervalles de quinze minutes ; du coup, c'est difficile d'intercaler des trains civils. [...] Alors ce que nous disons, c'est que le type de chemin de fer optimal pour le projet ne peut relier plusieurs localités, pour des raisons de sécurité et de protection des riverains. » Du côté du gouvernement, même si l'on reste muet sur les négociations, l'on indique que pour l'instant la position de départ reste valable : un chemin de fer intégrant aussi le transport des civils. D'ailleurs, le Ministère des mines s'est attaché les services d'un cabinet sud-africain pour le conseiller dans ce dossier particulier. Il s'agit de SRK Consulting.

**Port en eaux profondes de Limbé : 426 milliards FCFA à mobiliser**



Après le port en eaux profondes de Kribi, le Cameroun va œuvrer à la réalisation d'un autre port en eaux profondes : celui de Limbé. Les études de faisabilité sont disponibles depuis 2009. Elles ont été réalisées par le cabinet Limbe Port Development Corporation (LPDC), une société de droit camerounais financée par des fonds coréens. Il sera construit dans la région du Sud-Ouest, dans la localité de Ngueme, sur la façade atlantique-ouest. Il sera constitué de quatre terminaux qui recevront des containers en fonction de leur gabarit. Les quatre sites représenteront à la fois les activités commerciales et industrielles, le cabotage, le terminal à conteneurs ainsi que le terminal pétrolier. Le port en eaux profondes de Limbé aura un trafic prévisionnel de 200 000 conteneurs par an dans sa phase de lancement. A l'horizon 2050, il est prévu une capacité de 1,6 million de conteneurs.

Selon la Direction générale de l'économie et de la programmation des investissements publics, ce projet consiste en la promotion et la régulation du développement économique et social du secteur

portuaire à travers la construction d'infrastructures pouvant accueillir des navires de fort tirant d'eau. Le coût du projet du port de Limbé est estimé à 426 milliards FCFA (650 millions €). Des fonds que le gouvernement camerounais recherche encore auprès des bailleurs de fonds. Le ministre délégué aux Transports, Mefiro Oumarou, affirmait déjà en 2009 au journal *Entrepreneur* que « la construction du port en eaux profondes de Limbé, qui intègre la vision globale de développement des infrastructures portuaires, constitue une valeur ajoutée pour l'économie nationale avec un plan d'industrialisation entre Limbé et la métropole économique camerounaise de Douala ».

Les populations de la région du Sud-Ouest attendent depuis de nombreuses années le lancement de ce projet, car quelque 20 000 emplois sont annoncés, avec tout ce que cela peut générer comme effet d'entraînement sur la consommation et les services.

**B-O. D.**



# 15,3 milliards de francs CFA nécessaires pour rénover l'aéroport de Douala

L'aéroport de Douala est l'aéroport qui attire le plus de trafic au Cameroun et en Afrique centrale. Il est le grand *hub* vers lequel convergent toutes les compagnies aériennes qui arrivent au Cameroun. « *Tous les passagers y arrivent, avant de prendre la destination Europe. D'autres arrivent d'Europe par Douala, avant de prendre les destinations des autres pays de la sous-région* », affirme le ministre délégué aux Transports, Mefiro Oumarou. C'est d'ailleurs l'argument brandi par la South African Airways Company pour résilier son contrat avec Air Cemac, parce que ses promoteurs avaient choisi d'implanter le siège de la compagnie sous-régionale à Brazzaville, au Congo, au lieu de Douala, comme la compagnie sud-africaine le proposait.

Mais seulement, l'aéroport de Douala, en dépit des rénovations périodiques qu'il subit, n'est pas encore totalement arrivé aux standards internationaux. C'est pourquoi les Aéroports du Cameroun SA (ADC) et le gouvernement camerounais envisagent de lui donner un visage moderne. D'où le projet de réfection et de réaménagement de quelques zones de l'aéroport. Concrètement, les



ADC envisagent « *la rénovation de tout corps d'état de l'aéroport de Douala, la réhabilitation de la jetée B, la climatisation de la jetée A, l'aménagement des salons privés, l'automatisation des parkings automobiles, la réhabilitation partielle du parking avion* ».

## PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Selon le Ministère en charge de l'économie, une partie du financement a déjà été trouvé. Il s'agit de 5,3 milliards de francs

CFA (8 millions €) de la Banque mondiale. Le montant total de ce projet est de 15,3 milliards de francs CFA (23 millions €). Le Ministère de l'économie affirme que la Société financière internationale (SFI) avait soumis une requête pour la mise en œuvre d'un partenariat public-privé des aéroports de Douala et de Yaoundé. D'après les Ministères des transports et de l'économie, la recherche des financements additionnels est en cours. Ce projet, qui a démarré en 2011, doit en principe s'achever en 2013. Mais au-delà du projet de rénovation de l'aéroport de Douala, les ADC envisagent à long terme de construire à Douala une station d'épuration, d'installer des supports d'écran de téléaffichage à forme totem, des comptoirs d'embarquement et des bornes d'enregistrement, de rénover l'esplanade de l'aéroport et du hall de l'aérogare, et enfin de construire des chambres froides au fret.

Une fois ces différents projets concrétisés, l'aéroport international de Douala pourrait alors être cité parmi les aéroports de référence de l'Afrique.

## L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE DOUALA

- Statut : aéroport international
- Gestionnaire : Aéroports du Cameroun (ADC)
- Capacité d'accueil : 1 500 000 passagers et 50 000 t de fret par an
- Postes de stationnement : 12
- Capacité exploitée : 31%
- Distance ville/aéroport : 5 km
- Conditions climatiques : pluies abondantes de mars à novembre, température 26,9°C
- Provinces desservies : Littoral et Sud-Ouest
- Population : 3 348 948 habitants
- Principaux produits à l'export : thé, café, haricots verts, ananas, carottes, tomates
- Principaux produits à l'import : appareils électriques, médicaments, textiles
- Capacité d'hébergement : 4706 lits

Source : Autorité de l'aviation civile au Cameroun.

ALB



# « Sawa Beach », ou faire de Douala une Venise tropicale

Faire de Douala une cité moderne. Faire surgir d'une mangrove insalubre une cité aux allures de Venise tropicale. Construire une ville où l'on a du plaisir à vivre. Voilà la vision de « Sawa Beach », le titanesque projet initié par le colonel à la retraite Edouard Etondè Ekoto en 2004. L'ancien délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de

*« C'est le projet "Paul Biya" par excellence à Douala. Celui que vous laisseriez à la postérité, puisqu'il est appelé à se dérouler sur dix à vingt ans sur une superficie de 1000 hectares qui vont nous relier enfin à la mer. Ce projet n'a pas de prix. Il n'a pas de coût. Il règlera en même temps l'essentiel des problèmes d'emplois, l'essentiel des problèmes de logements et de bureaux, de*

*tacles placés sur sa trajectoire et celle de ses pilotes... Parce que quand Yaoundé respire, le Cameroun vit »,* ironise Edouard Kingue dans l'une de ses chroniques. Aujourd'hui, le gouvernement camerounais veut ressusciter ce projet. En février 2012, sur instructions du Premier ministre Philemon Yang, le ministre du Développement urbain et de l'Habitat,



Douala rêvait d'un centre d'affaires (hôtels, palais des congrès, centre culturel, etc.), d'une zone administrative, d'un port de plaisance, d'une base nautique, d'espaces verts et de jardins publics, d'un parc d'attraction, d'espaces commerciaux et résidentiels, de logements sociaux au nombre de 10 000, etc. Le tout construit sur 1000 hectares entre le port et l'aéroport.

Lors de la campagne électorale à Douala en vue de la présidentielle d'octobre 2004, Edouard Etondè Ekoto présentait ce projet à Paul Biya en ces termes :

*jardins, parcs de loisirs et autres espaces de pacification sociale. »*

Fier de ce projet, Paul Biya promettait de veiller à sa réalisation. Mais le départ d'Edouard Etondè Ekoto de la Communauté urbaine de Douala en 2006 freinera le projet, qui sera mis au placard. Le partenaire canadien Pan-Isox, qui s'était proposé de le concrétiser, attendra en vain la participation financière du Cameroun.

*« Douala ressemble toujours à une symphonie inachevée, une fusée qui depuis 1910 cherche son orbite au milieu des obs-*

Jean-Claude Mbwentchou, s'est rendu à Douala pour lever les difficultés qui entravent cette réalisation. Il a demandé à la Communauté urbaine de Douala de s'activer.

Toutes les études techniques ne seraient pas encore totalement réalisées, mais la plupart seraient disponibles depuis 2003. Le coût total du projet est estimé à 550 milliards FCFA (840 millions €), et le Ministère en charge de l'économie indique que le Cameroun est toujours à la recherche de financements.

**Mamadou Cissé**

# Un projet de 10 000 logements sociaux en préparation au Cameroun

Dans les grandes métropoles camerounaises, le problème de l'habitat est crucial. Les logements sociaux sont insuffisants, rares et coûteux. « *Il n'y a pas de logements sociaux au Cameroun. Ce qu'on appelle "logements sociaux" est inaccessible aux citoyens camerounais moyens. Ce sont les hauts fonctionnaires qui habitent dans les camps SIC. Car les coûts sont élevés, et ils sont d'ailleurs rares* », observe Sylvain Samba, un jeune étudiant.

D'après le Ministère de l'habitat et du développement urbain, de nos jours, on estime à plus d'un million d'unités le déficit à combler en matière de logements, avec une croissance annuelle de 10%. C'est pourquoi le gouvernement a lancé en 2010 un programme de construction de 10 000 logements sociaux et d'aménagement de 50 000 parcelles constructibles.

## VOLONTÉ POLITIQUE

Le programme vise la construction de 10 000 logements sociaux répartis entre les villes de Yaoundé et Douala, ainsi que dans les chefs-lieux des régions, des départements, et dans les villes universitaires. Un programme qui va être mis en œuvre par la Société Immobilière du Cameroun (SIC), la Mission d'aménagement et d'équipement des terrains urbains et ruraux (MAETUR) et le Crédit Foncier du Cameroun (CFC), avec le soutien des partenaires étrangers. « *Au regard de l'ampleur des besoins, il me semble que ce programme n'avance pas à la cadence souhaitée* », observait le président de la République, Paul Biya, le 15 septembre 2011, s'adressant aux sympathisants de son parti. « *J'ai donc demandé au Premier ministre de relancer au plus vite ce programme, en concertation avec l'ensemble des secteurs institu-*

*tionnels impliqués* », avait-il indiqué. Aujourd'hui, au Ministère de l'habitat et du développement urbain, le ministre Jean-Claude Mbeuwtchou affirme que « *le gouvernement camerounais a une volonté ferme de réaliser ce programme dans l'optique d'offrir des logements sociaux décents aux populations, et de réduire ainsi le déficit en logements* ».



Pour Jean-Claude Mbeuwtchou, le secteur de l'habitat au Cameroun est confronté à de nombreuses contraintes et difficultés au rang desquelles : la faiblesse, voire l'absence de financements appropriés, l'insuffisance (voire l'absence) criarde d'assiettes foncières, l'obsolescence et l'inefficacité des structures publiques du secteur et les difficultés de coordination des acteurs placés sous des tutelles différentes, les faiblesses opérationnelles, managériales et financières des PME du secteur, le déficit qualitatif et quantitatif des matériaux de construction et la difficulté à maîtriser leurs coûts, et enfin la faiblesse des réseaux de distribution.

## 907,1 MILLIARDS FCFA

Le ministre a énuméré ces difficultés le 12 avril 2012 à Douala lors de l'ouverture du troisième Salon national du bâtiment et de l'habitat (BATIMAIDE). D'après le ministre, plusieurs mesures ont été prises par le gouvernement pour améliorer et booster l'offre en logements. Parmi ces mesures, l'Etat mise sur les partenaires extérieurs. « *Au plan financier, l'accent est mis sur les incitations aux investissements extérieurs. A ce jour, une quinzaine de conventions a été signée avec les firmes internationales de construction de masse* », affirme le ministre. Mais les financements sont encore recherchés, et le Cameroun attend, d'après le Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, environ 725,7 milliards des partenaires étrangers. En effet, le coût total du projet est estimé à 907,1 milliards FCFA (1,38 milliards €).

## DES MESURES PRISES

Parmi les autres mesures prises par le gouvernement pour densifier l'offre en logements sociaux, il y a, au plan institutionnel, la restructuration de la SIC, de la MAETUR et de la Mission de promotion des matériels locaux (MIPROMALO), « *et surtout le repositionnement du Crédit Foncier du Cameroun en véritable banque de l'habitat* ». « *Au plan juridique, la mise en place d'un arsenal juridique avec, entre autres, les textes sur la promotion immobilière et sur la copropriété. En perspective, il y a la mise en place des textes sur les coopératives d'habitat qui vont apporter une réponse aux préoccupations des couches les plus défavorisées* », ajoute Jean-Claude Mbeuwtchou.

Mamadou Cissé



# Deux échangeurs à construire à Yaoundé

C'est toujours un concours de patience qu'il faut réussir pour les habitants de la capitale qui empruntent le carrefour Trois Statues le matin quand les travailleurs se rendent sur leur lieu de travail. Les bouchons s'observent presque toujours à ce carrefour dans la matinée ou en soirée aux heures de pointe. « *Le secret, c'est de sortir très tôt le matin. Sinon, vous serez toujours en retard à cause des embouteillages qui s'y trouvent* », conseille un taximan à un passager visiblement pressé qui se plaint des embouteillages. Le car-

refour Trois Statues a été réaménagé il y a un an. Mais, jusque-là, la circulation n'y est pas toujours très fluide. La situation est presque identique au carrefour Tropicana, à l'entrée sud de la ville.

D'après une formule de l'ancien ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat Clobert Tchata, « *Yaoundé respirera mieux* » et « *le Cameroun vivra mieux* ». Lui-même s'inspirant d'une formule de Paul Biya : « *Tant que Yaoundé respire, le Cameroun vit* ».

C'est pourquoi le gouvernement envi-

sage de construire deux échangeurs à ces deux carrefours, afin de décongestionner la circulation à ces endroits. Le Ministère de l'économie, de la planification et du développement du territoire affirme que les études de faisabilité de ces deux chantiers sont presque bouclées.

Le montant du projet est estimé à 41,7 milliards FCFA (63 millions €), et l'Etat camerounais est encore à la recherche de partenaires financiers pour la construction et le financement de ces chantiers.

**Beaugas-Orain Djoum**

# 24 milliards FCFA pour construire le pont sur la Sanaga à Natchigal

C'est un véritable calvaire pour les populations de Ntui, riche localité agricole située dans la région du Centre du Cameroun. Pour acheminer leurs produits champêtres vers les villes, elles doivent traverser le fleuve Sanaga sur un bac. *Idem* pour les bœufs, qui doivent emprunter le bac ou une pirogue. Il faut alors déboursier en moyenne 5000 FCFA par tête pour le transport en pirogue. Et payer les frais d'embarquement sur le bac, ce qui participe à l'augmentation des prix des denrées, d'après les cultivateurs.

Pire encore, quand le bac est en panne, les vivres pourrissent et les malades meurent dans les villages faute de moyens d'évacuation vers Yaoundé, la capitale. Les producteurs de cacao se voient prélever 10 FCFA au kilogramme de cacao vendu aux coxeurs (acheteurs). Un montant qui permettra, disent-ils, d'amortir les charges supplémentaires générées par l'absence de bac, qui rallonge le transport vers Yaoundé. Comme ce fut le cas encore tout récemment en mars 2012. Les populations de Ntui avaient déjà passé sept mois sans le bac, tombé en panne. « *7 mois sans bac sur la Sanaga, une catastrophe pour l'économie du Mbam-et-Kim* », titrait alors le journal *La Voix du Paysan*, qui tirait la sonnette d'alarme.

Lorsque le bac est fonctionnel, c'est

presque la peur au ventre qu'on y monte. En novembre 2010 par exemple, le bac qui relie le village de Natchigal à la ville de Ntui, avec à son bord près de 200 personnes et sept voitures, a dérivé à 10 km du point d'accostage, du côté de Ntui. Heureusement, l'on n'a enregistré aucune perte en vie humaine.

## LONGUE ATTENTE

En effet, la localité de Ntui est reliée à Yaoundé, la capitale, par trois sorties. Mais la sortie la plus courte et la plus empruntée passe par Obala. On parcourt environ 80 km. Par cette sortie, il faut traverser le fleuve Sanaga obligatoirement sur un bac. Le fleuve est situé à 12 km de la ville de Ntui. D'après *La Voix du paysan*, c'est aussi le raccourci pour les bœufs convoyés depuis le grand nord du Cameroun.

Depuis plus de trois décennies, les populations attendent la construction d'un pont sur ce trajet. Monsieur Ayissi, présenté comme chef du village d'Ehongo, près du fleuve Sanaga, se dit dégoûté de parler de ce problème. Ancien fonctionnaire à la retraite, il confie à *La voix du Paysan* qu'il ne peut même plus se rendre à Yaoundé avec son véhicule, car cela lui coûtera trop cher. « *A quand va-t-on apporter une solution définitive à ce problème ? Est-il interdit de nous construire ici un pont comme celui*



d'Ebebda ? » se demande-t-il.

En guise de réponse, au Ministère de l'économie, de la planification et du développement du territoire, on indique que les études techniques pour la construction du pont sur la Sanaga, à Natchigal, sont disponibles depuis septembre 2010. Il s'agit de la construction d'un pont de 850 m sur le fleuve Sanaga reliant les localités de Batchenga et de Ntui. Le coût total du projet est estimé à 24 milliards FCFA (40 millions €). Un financement qu'il faut encore rechercher. C'est un projet qui peut se réaliser en trois ans, et le gouvernement camerounais souhaite que ce pont soit fonctionnel en 2015.

**MC**

# La Ring-Road pour désenclaver une riche région agricole

La construction de la Ring-Road fait partie des chantiers qu'attendent vivement les populations de la région du Nord-Ouest depuis 1983. Année au cours de laquelle le président de la Ré-

gniers des villages. Au total, ce sont 358 km de routes qui doivent être bitumés. Dans son carnet de route publié sur *Afrique Express*, R.-J. Lique raconte que le trajet de la Ring-Road est somptueux.



publique leur a promis la concrétisation de ce projet. A ce jour, le projet est loin d'être terminé.

D'après le Ministère de l'économie et le Ministère des transports, il faut trouver des partenaires pouvant mobiliser 143 milliards de francs CFA (220 millions €) afin de finaliser ce projet. L'annonce l'an dernier de Bernard Messengué Avom, le ministre des Travaux publics d'alors, du déblocage d'un montant de 20 milliards FCFA pour le lancement d'une partie du projet avait apaisé le cœur des populations.

En effet, ce projet consiste en le bitumage de la boucle routière partant de Bamenda pour remonter jusqu'à Nkambe et redescendre en longeant la frontière du Nigeria. La boucle routière de la Ring-Road va relier Bamenda, Wum, Nkambe, Kumbo et Bamenda. Soit deux régions anglophones et quatre départements où les terres sont très fertiles, mais où l'état d'impraticabilité des routes fait sombrer et moisir les richesses agricoles dans les

*« On peut y avoir le sentiment qu'avaient sûrement nos ancêtres qui pensaient que la terre était plate et qu'il existait bel et bien une "fin du monde". C'est ce que l'on ressent parfois lorsque le regard se fixe sur les sommets des collines aux pâturages toujours verdoyants, que sillonnent les bergers peuls avec leurs troupeaux. Qu'y a-t-il après, derrière ? Sans doute rien. Que des pâturages et encore des pâturages et puis sans doute plus aucune vie humaine. C'est majestueux, presque envoûtant », écrit-il.*

Une fois bitumée, cette route favorisera le tourisme, permettra le développement de la région, facilitera les échanges commerciaux avec le Nigeria et sauvera des vies humaines. « Cet axe routier de sauvetage permettra aussi l'intervention rapide des secouristes et le transport rapide par camion des vivres vers n'importe quelle partie du Nord-Ouest », explique le D<sup>r</sup> Nfor N. Sunungi, élite du Nord-Ouest et originaire de la Manyu, dans un journal de la place.

## 61 KM ACQUIS

En 2011, Bernard Messengué Avom avait déclaré aux députés qui souhaitent comprendre les raisons du blocage de ce chantier qu'à la demande expresse du chef de l'Etat 61 km seraient bitumés en 2011. Il s'agit du tronçon reliant Ndop à Kumbo. Le ministre des Travaux publics avait indiqué que Paul Biya avait ordonné le déblocage de 22 milliards FCFA pour la réalisation des travaux. 20 milliards FCFA avaient été réunis par le gouvernement. 8 milliards issus du budget d'investissement public de l'année 2011, et 12 milliards issus de l'emprunt obligataire sur décision du président de la République.

En ce moment, indique-t-on du côté du Ministère en charge de l'économie, les travaux de bitumage de ce premier lot de 61 km sont en cours, réalisés par Sogea-Satom Cameroun.

Les autres appels d'offres sont en cours de préparation. Mais, au Ministère des travaux publics, l'on affirme que les besoins de financement pour finaliser ce projet de la Ring-Road sont de 143 milliards FCFA. Le Cameroun recherche donc des partenaires pour sa concrétisation.

Le 8 décembre 2010 déjà, lors de sa visite officielle à Bamenda à l'occasion du cinquantenaire des armées, Paul Biya avait déclaré : « En ce qui concerne la Ring-Road, dont je connais l'importance pour l'économie locale, sachez que des négociations se poursuivent avec de grandes sociétés de travaux publics en vue de la réfection totale de cette voie qui permettra d'exploiter le potentiel agricole et pastoral de cette région. »

**Beaugas-Orain Djoyum**



# La route Kribi-Campo cherche entrepreneurs et financiers

La route Kribi-Campo est une route littorale très attendue par les populations de la région du Sud, qui éprouvent des difficultés à évacuer leurs produits champêtres vers les villes. Campo est la dernière localité camerounaise avant la frontière avec la Guinée équatoriale, frontière représentée par le fleuve Ntem.

La route Kribi-Campo, longue de 75 km, est actuellement impraticable en saison pluvieuse et très difficile en saison sèche. Cette route, une fois bi-



tumée, va permettre de relier le chef-lieu du département de l'Océan et le terminal maritime de Campo. Elle

permettra à Kribi, au Cameroun entier et aux pays voisins de bénéficier des richesses forestières, agricoles et piscicoles de Campo.

En février 2008, les populations, après avoir longtemps attendu la construction de cette route, avaient contesté la mise en œuvre du plan d'aménagement et de sécurisation du parc de Campo initié par le Ministère des faunes et de la forêt en collaboration avec le WWF. « *Le plan d'aménagement et de sécurisation du parc de Campo doit tenir compte des besoins des populations. Nous ne pouvons pas accepter que l'on aménage ce parc sans que l'on construise une route qui va désenclaver la région. En plus de la route, nous exigeons la construction de centres de santé primaire et de points d'eau potable* », exigeait Paul Owono, chef coutumier d'Atok, au lendemain d'une réunion de concertation à Kribi sur le projet d'aménagement et de sécurisation du parc zoologique de Campo.

Avec la construction du port en eaux profondes de Kribi, la route Kribi-Campo offrira de multiples possibilités d'échanges commerciaux avec le Gabon et la Guinée équatoriale.

Le coût estimé pour la construction de cette route est de 26,5 milliards FCFA (40 millions €). Le financement est encore recherché, indique le Ministère des travaux publics. Une fois les financements disponibles, un appel d'offres sera lancé en vue de la sélection de l'entreprise qui sera chargée de sa construction et de l'entreprise chargée du contrôle des travaux.

Aux Ministères des travaux publics et de l'économie, on indique que l'étude de faisabilité y relative est en cours de passation et qu'il reste à produire l'avant-projet détaillé.

**Ayissi Le Beau**

## 79,6 milliards FCFA pour rejoindre le Congo

La route Mintom-frontière du Congo se révèle d'une double importance pour le Cameroun et la sous-région Afrique centrale. Sur le plan national, le bitumage de cette route vise à améliorer le trafic sur cette partie du réseau prioritaire et à faciliter les mouvements des produits vivriers de cette région à fortes potentialités agricoles. Sur le plan international, la route Mintom-frontière du Congo permettra de renforcer l'intégration sous-régionale, notamment entre Yaoundé et Brazzaville, en passant par Mbalmayo. Ceci à travers un développement des échanges commerciaux entre les deux pays.

Cette route Mintom-frontière Congo est longue de 132 km. Elle comporte deux lots pouvant être ramenés à un seul, d'après le Ministère des travaux publics et celui de l'économie, de la planification et du développement du territoire. Dans ce cas, il s'agira alors des routes Mintom-Lele (62 km) et Lele-frontière Congo (71 km). Les études de faisabilité de ce projet sont disponibles au Ministère des travaux publics. Le coût de réalisation de la route est estimé à 79,6 milliards FCFA (121 millions €). Les financements sont encore recherchés, indique-t-on du côté du Ministère en charge

de l'économie. Si les financements sont disponibles, le projet pourrait se réaliser en 48 mois. Ce chantier s'inscrit en droite ligne de la construction de la route Sang-



melima-Djoum-Mintom-Frontière du Congo (RN 9), lot 2 Djoum-Mintom, plus bretelles de Mintom.

Il faut noter que, dans le cadre de la construction de la route Sangmelima-Djoum-Mintom-Frontière du Congo (RN 9), le lot 2 Djoum-Mintom, plus bretelles de Mintom, a été confié en mars 2012 à l'entreprise Mno Vervat B.V., une société de droit hollandais. Celle-ci a installé sa base dans la ville de Djoum et dispose de deux ans et six mois pour bitumer ce lot long de 83 km. Le groupement Louis Berger assure le contrôle du chantier, alors que le maître d'ouvrage est le Ministère des travaux publics.

**B-O. D.**



# Le Programme National de Développement Participatif : Près de 1247 microprojets pour un



Ecole Publique Mayo Salah Région du Nord avant intervention du PNDP.

**Lorsqu'on parle des « Grandes Réalisations », l'on a tendance à penser essentiellement à priori aux projets structurants tels que le barrage de Lom Pangar, celui de Memvelé, l'autoroute Douala-Yaoundé et le complexe portuaire en eau profonde de Kribi, etc. Mais, pour les populations de Sa'a, Kolofata, Tonga, Bangourain et autres, la « Grande Réalisation » peut être l'approvisionnement en eau potable, l'aménagement d'une piste rurale, la construction d'un Centre de Santé Intégré ou la fourniture de l'énergie électrique dans leurs communes respectives ou au sein du village. C'est dire que la notion de « Grandes Réalisations » intègre à la fois les macro et les microinfrastructures qui contribuent à promouvoir la croissance et l'emploi ainsi que l'accès aux services sociaux de base au profit de l'ensemble des populations camerounaises.**

Conscient de la nécessité de partager les retombées de la croissance à toutes les couches de la population dans l'optique de l'amélioration du bien être des camerounais, notamment celles vivant en milieu rural, dans une démarche faite d'anticipation, le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires au développement a mis en place depuis 2004, c'est-à-dire dans le cadre du premier Septennat du Chef de l'Etat, le Programme National de Développement Participatif (PNDP). Ce Programme qui en est à sa 2<sup>ème</sup> phase de mise en œuvre après une première de quatre (04) ans, évaluée satisfaisante par les partenaires au développement et le Gouvernement, s'est adapté au fil du temps pour être aujourd'hui l'un des outils essentiels de mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et de l'Emploi au niveau local.

### « Grandes Réalisations » de l'année 2012

Le Programme couvre actuellement l'ensemble des communes en milieu rural des dix régions, soit 329 communes et une réflexion est en cours en vue de l'extension des activités du Programme aux communes d'arrondissement. Pour la seule année 2012, sous la houlette du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Monsieur Emmanuel Nganou Djoumessi, le PNDP entend réaliser près de 1247 microprojets pour un montant de 12 871 367 288 (Douze milliards huit cent soixante onze millions trois cent soixante sept mille deux cent quatre vingt huit) FCFA. Dans cette perspective, une première vague de 618 microprojets issus des nouveaux plans communaux de développement sont en cours de réalisation dont la plupart sont sur le point d'être achevés.

Une deuxième série de 629 microprojets vont être lancés à très court terme et réalisés dans le

présent exercice après la finalisation des études de faisabilité technique y afférentes. Toutes les dispositions ont été prises par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire au travers des campagnes nationales de sensibilisation de l'ensemble des acteurs organisés dans les dix régions à l'intention des autorités administratives et des maires pour que l'ensemble des projets soient achevés dans les délais.

Identifiés par les populations elles-mêmes et les communes lors du processus d'élaboration des Plans Communaux de Développement (PCD), ces projets sont issus de différents secteurs : agriculture et élevage, eau et assainissement, électrification rurale, infrastructures de développement économique tels que les marchés, promotion de la femme, sports et loisirs, santé, pistes rurales, etc. Le mode d'identification de ces projets qui tient compte des priorités des populations, semble aujourd'hui être la voie du futur pour ce qui est de la programmation et la budgétisation des investissements publics au niveau local. En effet, la Circulaire Présidentielle sur l'élaboration du budget 2013 a insisté sur la nécessité de prendre en compte les priorités des populations telles que contenues dans les Plans Communaux de Développement dans l'élaboration du BIP (Budget d'investissement Public). Pour cette seconde phase, le Programme bénéficie de plusieurs sources de financement : l'Etat du Cameroun à travers le Budget d'investissement Public (BIP), la Banque mondiale (40 millions de dollars) et la Coopération française à travers les fonds C2D de deuxième génération ainsi que la contribution des communes. Par rapport à la première phase, les ressources C2D ont été quasiment triplées (près de 38 milliards FCA) et serviront au financement des activités du PNDP classique, au développement des pôles de compétitivité agricole au sein des communes ainsi à l'exécution d'un projet d'appui à 40 radios communautaires et de mise en place de 15



un outil au service de la Politique des «Grandes Réalisations» au niveau local.

# montant de plus de 12 milliards à réaliser en 2012

Ecole Publique Mayo Salah après intervention du PNDP: une grande réalisation pour les populations locales



LA TASK FORCE DU PNDP	
Ministre de Tutelle	Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Monsieur Emmanuel Nganou Djoumessi
Président du Comité National d'Orientation et de Pilotage	Secrétaire Général du MINEPAT, Monsieur Edoa Gilbert Didier
Coordonnateur National	Madame Marie Madeleine NGA
BP : 660 Yaoundé	Tél : 237 22 21 36 64
Email : pndp_cameroun@yahoo.fr	Site web : www.pndp.org

radios communales. Il est envisagé que l'enveloppe de la Banque mondiale soit revue à la hausse.

Quant aux premiers acquis de la deuxième phase qui se situent en prolongement de ceux de la phase 1, l'on peut sans être exhaustif citer : l'élaboration de 178 nouveaux Plans Communaux de Développement, assortis d'éléments cartographiques, portant ainsi leur nombre à 329. Ainsi, toutes les communes de la zone d'intervention du PNDP disposent désormais de cet outil de pilotage stratégique et opérationnel ; ce qui facilitera le financement des investissements dans les communes à travers l'approche « Budget Programme » dès l'exercice 2013, conformément aux orientations du Gouvernement. De même, le Plan Communal de Développement (PCD) est un préalable aux contrats plans entre le Gouvernement et les Communes consacrés par le Décret n°2012/0709/PM du 20 mars 2012 fixant le régime général des contrats-Plans Etat/Commune et qui seront expérimentés dès l'année 2013.

### Acquis de la première phase

La première phase a permis sur le plan stratégique, d'élaborer une méthodologie de planifi-

cation au niveau local et communal. Au travers de cette démarche, 151 Plans Communaux de Développement (PCD) ont été élaborés. Ces Plans se sont révélés être de véritables outils permettant d'initier et d'asseoir le dialogue citoyen afin de planifier le développement au niveau local. Ces outils qui constituent dès lors, une boussole pour les communes, ont permis d'identifier et financer, pour un montant total de l'ordre de 19 milliards :

- 325 salles de classe,
  - 32 centres de santé intégrés, 548 points d'eau (puits, forages et bornes fontaines),
  - 161 km de pistes rurales,
  - 974 comptoirs, 32 hangars et 325 magasins.
- Selon une étude indépendante menée par l'Institut National de la Statistique (2009), ces ouvrages ont contribué à améliorer les conditions de vie de plus d'un million de personnes dans les zones d'intervention.

### LE PNDP, un des leviers importants de la décentralisation

En matière d'appui au processus de décentralisation, le PNDP a réalisé des études straté-

giques qui ont abouti à la loi n°2009/019 du 15 décembre 2009 sur la fiscalité locale et la loi n°2009/011 du 10 juillet 2009 portant régime financier des Collectivités Territoriales Décentralisées, ainsi qu'à l'Arrêté n°00136/A/MINATD/DCTD du 24 août 2009 rendant exécutoire les tableaux-types des emplois communaux. Ces appuis institutionnels et les différentes actions de renforcement de capacités opérationnelles des communes, ont eu un impact perceptible dans l'amélioration de la maîtrise d'ouvrage communale. Ainsi, l'on observe : (i) une augmentation de plus de 50% du niveau de recouvrement des recettes propres dans plus de 70% des 151 communes couvertes, et (ii) une amélioration du taux d'exécution budgétaire de plus de 50% dans 101 communes. Au moment où la première phase s'est achevée en fin 2009, le taux de décaissement du Crédit IDA de la Banque Mondiale se situait autour de 100% pour ce qui est du PNDP.

## Synthèse des microprojets mis en oeuvre dans le cadre du PNDP pour 2012

### Répartition par secteur

Secteur	Nombre de microprojets	Montant des microprojets (en F CFA)
Agriculture	4	12 600 000
Eau et assainissement	742	3 931 552 415
Education	272	4 191 545 559
Electrification	54	1 144 183 632
Elevage	1	21 186 057
IDE	78	2 517 371 539
Promotion de la France	2	40 602 289
Santé	27	259 898 239
Sport et Loisir	15	309 023 054
Transport	52	1 369 677 954
<b>Total</b>	<b>1274</b>	<b>12 871 367 288</b>

### Répartition par région

Région	Nombre de microprojets	Montant (en F CFA)
Adamaoua	116	1 197 336 492
Centre	316	3 261 709 754
Extrême-Nord	82	846 393 037
Est	139	1 434 739 417
Littoral	160	1 651 498 610
Nord	123	1 269 589 556
Nord-Ouest	58	598 668 246
Ouest	94	970 255 433
Sud	88	908 324 235
Sud Ouest	71	732 852 508
<b>Total</b>	<b>1274</b>	<b>12 871 367 288</b>

# Joindre le Tchad, le Nigeria et le Cameroun par 143 km de route



Il s'agit d'une route reliant la République fédérale du Nigeria à la République du Tchad en passant par la République du Cameroun. Le projet est baptisé « Bitumage de la route Maltam-Fotokol et de la bretelle Bodo-Makary-Hilealifa-Karena-Katekime ». Il consiste en le bitumage de 143 km de route, dont 73 km pour le tronçon Maltam-Fotokol au Cameroun et 70 km pour le reste.

Ce tronçon Maltam-Fotokol est situé dans le Logone et Chari, le département le plus extrême du Cameroun. Il est serpenté par le fleuve Logone, frontière naturelle entre le Cameroun et le Tchad. La réalisation cette route constitue la principale revendication des populations de cette région. En mars 2012, lors du meeting de remerciement à Paul Biya pour la nomination d'Alamine Ousmane Mey au Ministère des finances et le maintien d'Adoum Gargoum au sein du gouvernement (tous deux des fils de ce département), ces populations, notamment les cadres de la section RDPC, le parti au pouvoir, n'ont pas manqué de rappeler aux élus que la réhabilitation de l'axe Maroua-Kousséri et de l'axe Maltam-Fotokol représentait leur priorité pour le moment. Une route impraticable où il faut s'armer de courage avant de l'emprunter. Un calvaire pour les automobilistes.

L'axe Maltam-Fotokol fait partie de la Nationale N°1 qui relie Kousséri, le chef-lieu du département, au reste du pays et à la capitale tchadienne. « *Les itinéraires Maltam-Fotokol, Fotokol-Makary, Makary-Darak, Makary-Blangoua ou Blangoua-Goulfey sont dignes des pistes de transhumance* », écrit le journaliste Grégoire Djarmaila dans un article paru dans *Cameroun Tribune*.

Ce projet va désenclaver la zone du lac Tchad, renforcer l'intégration sous-régionale (Tchad-Cameroun-Nigeria) et faciliter les mouvements des produits dans la sous-région.

Les études techniques réalisées dans les années 80 sont en cours d'actualisation, sous le financement du budget du Ministère des travaux publics, apprend-on. Le coût total du financement à rechercher est de 72,6 milliards FCFA (110 millions €).

ALB

# 215 km de route pour développer les échanges avec la République centrafricaine



Car Saviem. C'est ce type de véhicules que l'on rencontre sur la route Bertoua-Batouri. Les chauffeurs et convoyeurs vous racontent que ce sont ces cars qui s'accommodent facilement à l'état quasi impraticable de la route.

Une route non bitumée et parsemée de bosses, de trous, de boue et de poussière, selon que l'on soit en saison sèche ou en saison pluvieuse. C'est dans la région de l'Est, au Cameroun, que l'on rencontre facilement ces cars Saviem, véhicules de transport en commun attirés de la région. Le projet de construction de la route Bertoua-Batouri-Kenzou-Frontière RCA, longue de 215 km, va permettre de relier Bertoua, la capitale de la région de l'Est, à Kenzou, à la frontière avec la République centrafricaine (RCA). Le projet est composé de trois lots, à savoir Bertoua-Akokan (46,3 km), Akokan-Batouri (49,1 km) et Batouri-Kenzou-Frontière RCA (120 km). D'après le Ministère des travaux publics, l'intérêt de cette route se situe à divers niveaux.

Elle permettra de désenclaver les départements de la Kadey et du Lom et Djerem, dans la région de l'Est, de développer le réseau routier national en assurant les liaisons avec les autres régions, de faciliter les mouvements des produits dans cette région à fortes potentialités agricoles, et enfin, cette route va intensifier les échanges commerciaux avec la RCA et la Guinée équatoriale. Le coût estimé du projet est de 70 milliards FCFA (110 millions €). Les études techniques sur les deux premiers tronçons sont déjà disponibles au Ministère des travaux publics. Mais les financements sont encore recherchés. Si l'on trouve les financements, le projet nécessitera un temps de réalisation de 72 mois, d'après les études disponibles.

MC



# Hydroélectricité, gaz, solaire, éolien : un potentiel énergétique à valoriser

Pendant une très longue période, le Cameroun, placé sous ajustement structurel, ne pouvait pas s'engager dans les chantiers d'investissements. Comme conséquence, pendant près de trois décennies, les projets énergétiques n'étaient pas envisagés avec engagement et sérieux.

## LE PRÉALABLE NÉCESSAIRE AU DÉVELOPPEMENT

« C'est là où réside le problème du Cameroun », observe Jacques Noutang Betchem, chargé d'études as-

sistant à la Cellule des études et de la prospective du Ministère de l'eau et de l'énergie. « *Le pays accuse à ce jour un déficit énergétique qui l'empêche de s'engager dans certains projets d'envergure.* » Selon le ministre de l'Énergie et de l'Eau, Basile Atangana Kouna, aujourd'hui, le déficit énergétique à la pointe, sur le réseau interconnecté Sud, qui regroupe la majeure partie de la demande au Cameroun, se situe autour de 150 MW à l'étiage 2012. Or, sans énergie, le développement accuse un

frein. Sans énergie, relève Paul Biya, le président de la République, « *il ne peut y avoir de développement véritable, il ne peut y avoir d'industrie, il ne peut y avoir de transformation de nos matières premières agricoles ou minérales, et il ne peut y avoir d'économie moderne.* ». « *Ce déficit énergétique a lourdement pénalisé notre secteur industriel et notre secteur tertiaire* », reconnaît-il. En 2007 déjà, il indiquait qu'« *il importe donc que ce problème soit traité avec sérieux et que des solutions soient apportées dès*





que possible ». D'où la volonté du Cameroun aujourd'hui de tourner cette sombre page de son histoire. Le pays veut, avec la collaboration des partenaires étrangers, développer les infrastructures énergétiques.

**SECOND POTENTIEL  
HYDROÉLECTRIQUE  
SUBSAHARIEN**

En effet, les potentialités sont nombreuses. Le Cameroun dispose du deuxième potentiel en hydroélectricité en Afrique subsaharienne après la RDC. 19,7 GW de potentiel technique équitable pour un productible de 115 TWh/an, selon l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel). Un potentiel aujourd'hui valorisé à moins de 5%, car moins de 1000 MW de puissance sont installés.

Le groupe américain AES, concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun depuis 2001, revendique une capacité de

production installée de 929 MW, dont 732 MW de capacité hydroélectrique et 197 MW de capacité thermique.

La centrale thermique à fuel lourd de Dibamba, mise en place par un producteur indépendant, produit 88 MW, alors que des autoproduteurs d'électricité produisent 412 MW (dont 362 MW fonctionnant au gasoil et 50 MW installés en mer fonctionnant au gaz). Une capacité totale insuffisante, car l'énergie reste inaccessible aux populations et aux industries.

**GISEMENTS DE GAZ NATUREL**

L'Arsel estime qu'en dehors du pétrole, le Cameroun possède des gisements de gaz naturel aujourd'hui estimés à 6,6 TCF, soit environ 186 milliards de m<sup>3</sup>.

**SOLAIRE ET ÉOLIEN**

En ce qui concerne l'énergie solaire, le Cameroun dispose d'un

potentiel abondant et disponible surtout dans sa partie septentrionale. L'insolation moyenne dans la partie nord du pays est de 5,8 kWh/m<sup>2</sup>/jour, et dans la partie sud de 4 kWh/m<sup>2</sup>/jour, évalue l'Arsel. Pour elle, on observe une insolation moyenne de 4,9 kWh/m<sup>2</sup>/jour pour l'ensemble du pays. Mais son exploitation reste faible. Selon les dernières études de l'Arsel, le potentiel éolien du Cameroun, quant à lui, est non négligeable et économiquement exploitable dans les régions de l'Ouest du Cameroun et de l'Adamaoua. Autant de potentialités et d'opportunités à saisir. Des projets dans ces différents secteurs énergétiques sont désormais disponibles, et le Cameroun est à la recherche de partenaires en vue de leur concrétisation.

**Beaugas-Orain Djoyum**



# Le barrage de Noun-Wouri : déjà un important client

Le projet du barrage hydroélectrique de Noun-Wouri représente un potentiel énorme. « *Noun-Wouri, c'est la jonction entre deux bassins versants : le Noun et le Wouri. Ici, les chutes sont très favorables* », explique Jacques Noutang Betchem, chargé d'études assistant à la Cellule des études et de la prospective du Ministère de l'énergie et de l'eau. Selon lui, des partenaires semblent intéressés par ce projet, mais personne ne s'est véritablement engagé. Le financement nécessaire à sa réalisation, estimé à 2500 milliards de francs CFA (3,8 milliards €), reste attendu. « *Certaines entreprises ont signé des protocoles d'accord avec le gouvernement et ne se sont plus jamais présen-*



tées. Ce n'est pas la première fois que ces protocoles d'accord sont signés. Le gouvernement a déjà fait des études, mais il faut les réactualiser avant de développer le barrage », affirme Jacques Noutang Betchem.

## UN IMPORTANT CLIENT

Le projet se réalisera en deux phases : la construction d'un barrage réservoir, et la construction d'une centrale hydroélectrique. Ce barrage aura pour rôle d'accumuler une réserve d'eau et de créer des chutes qui permettront d'actionner les turbines pour la production de l'électricité.

Ce projet ne sera pas seulement bénéfique au Cameroun, il intéresse également les pays voisins. Le Nigeria en particulier, qui sera un client. Selon African Energy Company SA (AEC), qui a réalisé une étude sur ce projet, « *le Nigeria génère actuellement seulement 3500 MW*



*alors qu'il a besoin de 100 000 MW pour devenir une économie industrialisée. Selon la Banque mondiale, l'un des plus grands obstacles à la promotion du secteur privé au Nigeria est l'électricité, qui est un*

*moyen annuel de l'eau qui pourrait être utilisé et en considérant un rendement de 80%, la production annuelle peut être estimée à 21 900 GWh. Cette production peut être considérablement optimisée en*

## Ce projet ne sera pas seulement bénéfique au Cameroun. Les pays voisins du Cameroun, le Nigeria en particulier, sera un client.

*facteur essentiel à la production. Aussi, de nombreuses entreprises (commerciales, résidentielles, industrielles) se sont résolues à utiliser des groupes électrogènes pour satisfaire leurs besoins en électricité, à des coûts élevés tant pour eux-mêmes que pour l'économie nationale. »*

*améliorant le rendement, passant ainsi de 80% à 95%. L'étude de faisabilité devra répondre à cette question d'optimisation. [...] En considérant un rendement de 80%, la puissance annuelle garantie serait de 20 000 MW, soit 17 520 000 MWh commerciale », conclut AEC.*

### « 10 TURBINES DE 250 MW CHACUNE »

D'après AEC, les principales caractéristiques de l'aménagement hydroélectrique qui sera mis en place sur le fleuve Noun-Wouri sont « *un débit moyen turbiné sous 606 m : 119 par seconde, et un débit maximal turbiné sous 606 m : 240 par seconde* ». African Energy Company SA estime que plusieurs alternatives seront analysées dans l'étude de faisabilité afin de minimiser les coûts et d'optimiser la production. « *Une des alternatives serait d'équiper la centrale de dix turbines de 250 MW chacune. En se basant sur ces caractéristiques du volume*

Beaugas-Orain Djoyum

### Caractéristiques du projet du barrage hydroélectrique du Noun-Wouri :

Hauteur du réservoir	600 m
Superficie du réservoir	154 000 ha
Puissance de la centrale	2500 MW
Production annuelle	21 900 GW

# Le barrage de Njock en quête d'investisseurs

Renforcer le Réseau interconnecté Sud (RIS), augmenter le taux d'accès à l'énergie électrique des populations, garantir l'essor de tous les secteurs de l'économie. Voilà quelques objectifs que se fixe le projet du barrage hydroélectrique de Njock, qui se situe près d'Eséka, dans la région du Centre. Dans cette localité, le fleuve Nyong, sur une distance de 75 km, descend de l'altitude 620 m à l'altitude de 150 m.

## LE BASSIN DU NYONG

Il faut noter que par sa superficie (27 900 km<sup>2</sup>), le bassin du Nyong se classe au second rang des bassins fluviaux entièrement camerounais, après celui de la Sanaga (140 000 km<sup>2</sup>). Des études de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) montrent que le Nyong prend sa source près d'Abong-Mbang, vers 700 m d'altitude.



Le fleuve franchit une série de chutes rapides dont les plus importantes sont celles de Mpoume, près de Makak, et de Njock, près d'Eséka. La longueur totale de son cours atteint 670 km, et la plus grande longueur de son bassin est seulement de 400 km. Le projet d'aménagement hydroélectrique de Njock sur le Nyong couvrira six régions, à savoir le Centre, le Sud, le Littoral, l'Ouest, le Sud-Ouest et le Nord-Ouest.

## 270 MILLIONS €

La puissance estimée du barrage est de 200 MW. D'après le Ministère en charge

de la planification, les études techniques sont en cours et les financements sont recherchés.

Il faudrait mobiliser 180 milliards de francs CFA pour parvenir à la concrétisation de ce projet. Un projet qui peut se réaliser en 48 mois, d'après les études déjà disponibles.

Ayissi Le Beau

## Le projet hydroélectrique de Warak sur la Bini recherche 85 milliards FCFA

C'est l'un des projets classés « importants » au Ministère de l'énergie et de l'eau (Minee) pour l'amélioration de l'offre énergétique au Cameroun. Le projet du barrage hydroélectrique sur la Bini, à Warak, dans la région de l'Adamaoua, est inscrit dans la feuille de route 2012 du ministère. Cette année, le gouvernement envisage de « finaliser les études complémentaires et [de] lancer le recrutement des développeurs pour l'aménagement hydroélectrique sur la Bini à Warak ». Le budget de ce travail est inscrit dans le budget d'investissement du Ministère de l'énergie et de l'eau. Il est notamment attendu, dès novembre 2012, la finalisation des études géotechniques et des études hydrologiques. Les études de faisabilité avaient été confiées en 2009 au cabinet américain Delphos International Ltd.

## PARTENAIRES RECHERCHÉS

L'aménagement hydroélectrique sur la Bini à Warak consiste en la construction d'un barrage hydroélectrique d'une puissance de 75 MW, ainsi que d'une ligne d'évacuation de l'énergie. Actuellement en phase de maturation, le projet a un coût estimé à 85 milliards FCFA (130 millions €), y compris la ligne d'évacuation d'énergie. D'après le Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire,



Le directeur général d'Electricity Development Corporation, Théodore Nsangou.

les partenaires financiers en vue de la concrétisation de ce projet sont toujours recherchés.

## EXPORTATION VERS LE TCHAD ET LE NIGERIA

Selon le directeur général d'Electricity Development Corporation, Théodore Nsangou, EDC travaille sur ce dossier avec le Ministère de l'énergie et de l'eau. Pour lui, ce barrage participera à la prévention du déficit énergétique dans les régions du Nord Cameroun, qui n'ont pas encore de problèmes de pénurie. D'après le Minee, le projet va renforcer le Réseau interconnecté Nord (RIN) et permettre l'exportation de l'électricité du Cameroun vers le Tchad et le Nigeria.

B-O. D.



# 280 MW à prendre à Song Dong



Au Cameroun, la Sanaga est le fleuve le plus important, avec un bassin versant de 14 000 km<sup>2</sup> de superficie et un module interannuel d'environ 2100 m<sup>3</sup>/s à son embouchure. C'est sur ce fleuve qu'est prévue la construction du barrage hydroélectrique de Song Dong, d'une puissance de 280 MW. D'après Ernest Nnanga, ingénieur statisticien et chef de cellule de préparation des grands projets au Ministère en charge de l'économie, de la planification

et de l'aménagement du territoire, l'intérêt du projet est d'accroître le taux de desserte en énergie électrique et de réduire les coûts d'énergie au niveau des ménages et des industries. C'est un projet qui va bénéficier du barrage de retenue d'eau de Lom Pangar (dont la première pierre vient d'être posée le mois dernier), car Song Dong se situe en aval de Lom Pangar, qui aura une capacité de retenue d'eau de 6000 m<sup>3</sup>. Avec sa hauteur de chute de 24 mètres, il est prévu, d'après EDC, que Song Dong bénéficie grâce au barrage de Lom Pangar d'une puissance supplémentaire de 274 GWh.

Le coût du projet est estimé à 184,2 milliards FCFA. Les financements ne sont pas encore disponibles. Les études techniques sont encore en cours, mais l'on affirme déjà que la durée d'exécution du projet est évaluée à 96 mois.

Beaugas-Orain Djoum

## 13,3 milliards FCFA nécessaires à la construction de mini centrales hydroélectriques

Le projet d'électrification rurale par mini centrales hydroélectriques dans 25 localités du Cameroun va permettre aux populations des villages qui n'ont pas l'électricité d'avoir accès aux services énergétiques modernes, tels que l'éclairage public, l'audiovisuel ou des services de santé de qualité. Le Ministère en charge de la planification et du développement du territoire estime que ce projet participera à l'amélioration de la gestion décentralisée et à l'appui aux opérateurs privés nationaux. Est incluse la formation des populations à la créa-

tion des petits métiers liés à la technologie de l'énergie d'hydroélectrique.

Les études techniques sont déjà disponibles au Ministère de l'énergie et de l'eau. Le coût total du projet est estimé à 13,3 milliards FCFA (20 millions €). Le gouvernement camerounais se propose de soutenir les investisseurs intéressés en leur accordant des facilités ainsi que l'exonération des taxes et droits de douanes sur les équipements nécessaires à sa réalisation.

Mamadou Cissé

# 40 milliards FCFA pour exporter l'énergie électrique au Nigeria



Le Cameroun veut exporter son énergie vers le Nigeria. Une fois les projets en cours de barrages hydroélectriques achevés, le Cameroun aura assez d'énergie et se préoccupe déjà de l'exportation de cette énergie. Mais avant d'y parvenir, il faut développer les infrastructures de transport et de distribution de l'énergie électrique dans les localités des régions de l'Adamaoua et du Nord, frontalières du Nigeria. C'est l'une des composantes du projet d'interconnexion électrique Cameroun-Nigeria (Garoua-Yola). D'après la Direction générale de l'économie et de la programmation des investissements publics, ce projet permettra aussi d'électrifier les localités frontalières des deux pays, avec une augmentation du taux d'accès à l'énergie électrique, d'améliorer les conditions socioéconomiques du cadre de vie des populations, et de garantir l'essor de tous les secteurs de l'économie. Les études techniques sont en cours de réalisation. Le projet peut être réalisé en quatre ans si les financements sont trouvés. En fait, le Cameroun estime à 40 milliards FCFA (60 millions €) le coût de réalisation de ce projet. Le pays recherche des partenaires financiers.

B-O. D.



Un espace  
de progrès  
à la mesure  
de vos ambitions



التجاري وفا بنك  
Attijariwafa bank

[www.attijariwafabank.com](http://www.attijariwafabank.com)



# Renforcer les infrastructures électriques et l'électrification rurale



Le projet de réhabilitation, de renforcement des infrastructures électriques et d'électrification rurale fait partie du programme d'électrification rurale du Cameroun, qui couvre environ 649 localités, dont plus de 91 chefs-lieux d'unités administratives réparties sur l'ensemble du territoire camerounais. Ce projet va permettre d'accroître l'accès des populations rurales à l'électricité via l'extension des réseaux haute tension (HT) existant vers les zones périurbaines. Plus précisément, il s'agira de la

construction des lignes mixtes MT/BT et BT simple, de la réhabilitation et de l'extension des réseaux HT/MT/BT, de la construction des postes de distribution et des interrupteurs aériens associés, de la réalisation de branchements et de l'installation de foyers d'éclairage public, de l'électrification des zones périurbaines, ainsi que de la restructuration du réseau de distribution des centres urbains. D'après le groupe de la Banque africaine de développement, qui a déjà indiqué ses intentions de participer à ce

Donald Kaberuka, président de la BAD, a exprimé son intention de financer le projet à hauteur de 54,5 milliards de francs CFA.

projet, « des actions commerciales spécifiques seront réalisées, afin d'augmenter le nombre d'abonnés, de toucher le maximum de populations, particulièrement les plus défavorisées ».

Pour la BAD, les zones rurales au Cameroun sont caractérisées par une dispersion de l'habitat, un pouvoir d'achat limité et une consommation spécifique très faible (300 kWh/abonné/an en moyenne). Bref, analyse la banque, le marché est structurellement déficitaire, et les opérateurs privés ne pourront pas s'engager au développement de l'électrification rurale sans un investissement initial de l'Etat, associé à diverses incitations particulières. C'est pourquoi, à la Direction générale de l'économie et de la programmation des investissements publics, on laisse entendre que l'Etat du Cameroun a déjà promis des facilités et un montant de 7,3 milliards de francs CFA (11 millions €). Les études techniques du projet sont déjà disponibles au Ministère de l'énergie et de l'eau. Le délai d'exécution du projet est de 48 mois si tous les financements sont réunis. En effet, le coût total du projet est de 68,7 milliards FCFA (100 millions €). Les intentions de financement de la BAD sont de 54,5 milliards de francs CFA (80 millions €). Il est prévu également qu'AES SONEL participe au projet à hauteur de 3,6 milliards FCFA (5,5 millions €).

Au cas où ces différentes intentions de financement n'aboutiraient pas, les financements seront recherchés, précise-t-on du côté de la Direction générale de l'économie et de la programmation des investissements publics.

**B-O. D.**

# Des opportunités à saisir dans la distribution de l'énergie



Jean-David Bilé, directeur général d'AES-SONEL.

publics. Celle-ci sera chargée « d'assurer la production, et éventuellement le transport, la distribution, la vente, l'exportation et l'importation de l'énergie électrique ». Sur le terrain, elle se charge actuellement de la construction d'un barrage. Tout cela reste cependant encore insuffisant, d'après Jacques Noutang Betchem, chargé d'études assistant à la Cellule des études et de la prospective du Ministère de l'énergie et de l'eau. « La distribution de l'électricité est un volet très important pour l'accès à l'énergie. Car même si toutes les centrales sont construites, s'il n'y a pas de lignes électriques, les populations n'auront pas accès à l'électricité. Beaucoup de choses restent à faire



« Tous ceux qui sont à présent sur le marché seront des producteurs et les opportunités pour les distributeurs seront nombreuses »

dans ce domaine, car actuellement, le réseau de distribution se limite aux grandes villes », explique-t-il. D'après lui, les perspectives sont nombreuses, d'autant plus que l'on attend, comme le stipule la loi de 2011, la création d'une société à capital public, gestionnaire du réseau de transport de l'électricité. « Tous ceux qui sont à présent sur le marché seront des producteurs, et les opportunités pour les distributeurs seront nombreuses », conclut-il.

**Beaugas-Orain Djoum**

Au Cameroun, un seul opérateur a la charge de la distribution de l'énergie sur l'étendue du territoire. Il s'agit du groupe américain AES-SONEL, concessionnaire depuis 2001 du service public de l'électricité. Son monopole dans le secteur de la distribution de l'énergie a duré pendant dix ans. La loi de 2011 sur l'énergie électrique a mis fin à ce monopole. Mais, jusqu'à présent, AES-SONEL reste le seul distributeur d'énergie au Cameroun. Son réseau de distribution est constitué de 11 450 km de lignes de 5,5 à 33 kV, et de 11 158 km de lignes de 220 à 380 kV. AES-SONEL revendique aujourd'hui plus de 780 000 clients, dont environ 45% dans les villes de Douala et de Yaoundé. D'après la nouvelle loi régissant le secteur de l'électricité, « la concession de

gestion des réseaux de distribution est conclue entre l'Etat et les gestionnaires des réseaux de distribution sur toute l'étendue du territoire national. Elle définit les droits et les obligations des gestionnaires des réseaux de distribution. L'article 28 de cette loi indique que "les gestionnaires des réseaux de distribution sont soumis à des obligations particulières qui leur sont imposées dans le cadre du service public, notamment celle de fournir de l'électricité à toute personne physique ou morale établie sur le territoire de leur concession, suivant les conditions fixées dans les cahiers des charges". »

**NOMBREUSES PERSPECTIVES**  
Pourtant, bien avant cette loi, le président avait créé le 10 octobre 2010 Hydro Mekin, une société à capitaux



# 10,3 milliards FCFA à rechercher pour l'énergie solaire dans 150 villages



Au Ministère de l'économie, de la planification et du développement du territoire, on semble accorder une place primordiale au projet d'électrification rurale par l'énergie solaire de 150 localités du Cameroun. Ceci dans la mesure où le *Document de stratégie pour la croissance et l'emploi* (DSCE), dont le Cameroun s'est doté en 2010, indique déjà que « les autorités camerounaises mettront l'accent sur la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables », dans le but d'atteindre le statut de pays émergent en 2035. Les données de l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel) indiquent que l'insolation moyenne dans la partie nord du pays, où le potentiel est énorme, est de 5,8 kWh/m<sup>2</sup>/jour, et dans la partie sud de 4 kWh/m<sup>2</sup>/jour. « Ainsi, on observe une insolation moyenne de 4,9 kWh/m<sup>2</sup>/jour pour l'ensemble du pays », estime l'Arsel. Un potentiel qui peut être capitalisé pour fournir de l'électricité aux populations vivant dans les villages. D'après les responsables du Ministère de l'énergie et de l'eau, à ce jour, la couverture nationale en électrification rurale varie entre 25 et 30%. Or, 60% de la population camerounaise vit en zone rurale. Ce qui signifie que près de 70% des populations rurales vivent dans le noir. Avec ce projet d'énergie solaire, 150 villages auront accès à une énergie fiable et à moindre coût. Selon le président de la République, Paul Biya, il est important d'envisager l'exploitation de l'énergie solaire, à laquelle se prête la majeure partie du territoire camerounais. « Nous économiserons ainsi nos ressources pétrolières, tout en contribuant à la lutte contre le réchauffement de la planète », pense-t-il.

Ce projet consiste en l'électrification de 150 localités du Cameroun par de petites centrales d'énergie solaire. Le projet inclut également la formation des cadres au suivi de ce projet et la formation des

populations bénéficiaires aux métiers de l'énergie solaire. Les études techniques du projet sont disponibles auprès du Ministère de l'énergie et de l'eau et du Ministère en charge de la planification et du développement du territoire. Le coût total du projet est estimé à 10,3 milliards FCFA (15,7 millions €). Le calendrier prévisionnel prévoit deux ans de travaux. Les financements sont encore recherchés par l'Etat du Cameroun, qui promet déjà une réduction des taxes et droits de douanes des équipements liés à ce projet.

Ayissi Le Beau

## Des études pour évaluer le potentiel du Cameroun en biocarburants



« Je ne verrais que des avantages à ce que nous étudions la possibilité de développer au Cameroun la production de biocarburants à partir de certaines productions agricoles résiduelles, comme l'ont fait semble-t-il avec succès certains pays africains. » Ainsi s'adressait le président de la République, Paul Biya, le 31 décembre 2007 dans son traditionnel message à ses compatriotes. Depuis cette déclaration,

le Cameroun n'a pas encore véritablement identifié les cultures à lancer et les lieux appropriés. Au Ministère de l'énergie et de l'eau, le Projet de développement des biocarburants au Cameroun en est encore à sa phase d'étude. « Il faut lancer les études de faisabilité pour la production et la commercialisation des biocarburants au Cameroun », précise-t-on. Ce qui nécessite un budget variant entre 50 et 60 milliards de francs CFA, d'après Jacques Noutang Betchem, chargé d'études assistant à la Cellule des études et de la prospective du Ministère de l'énergie et de l'eau. « Le gouvernement a déjà fait les premières études, qui doivent simplement être validées. C'est dans les résultats de ces études que les investisseurs pourront venir s'enquérir des possibilités d'investissement dans le secteur des biocarburants au Cameroun », explique-t-il.

« Actuellement, le gouvernement appelle les investisseurs à le soutenir en vue de la finalisation de cette étude », relève Jacques Noutang Betchem.

B-O. D.

Le leader du mois : Guy Gweth

# « Les autorités camerounaises ont compris que plus il y a de sécurité, plus il y a d'investisseurs »



**Concernant le Cameroun, les investisseurs internationaux ont généralement une perception du risque assez critique. Voyez-vous des différences majeures entre cette perception et la réalité du terrain ?**

*Guy Gweth\** : Au Cameroun, comme dans la plupart des pays au sud du Sahara, il existe un vrai fossé entre les risques perçus et les risques réels. Personne ne nie que la corruption, le manque de financements, les tracasseries fiscales ou l'insécurité judiciaire sont encore une réalité au Cameroun. Mais leur publicité dans les médias surpasse les efforts du gouvernement et des acteurs privés qui visent à améliorer l'environne-

ment des affaires et, quelques fois, jette un voile sur les potentialités extraordinaires qu'offre ce pays. Si la destination Cameroun est perçue de manière critique, comme vous le soulignez, c'est avant tout parce qu'elle est mal commercialisée. Un entrepreneur chinois que je recevais en consultation il y a quelques mois m'a confié une anecdote inoubliable à ce propos : « *Celui qui veut investir en Afrique doit s'acheter un billet d'avion et non des journaux... Le Cameroun que j'ai découvert a plus d'opportunités que dans tous les publiereportages que j'ai lus sur ce pays. C'est hallucinant !* » Dans un environnement international hyperconcurrentiel où les investisseurs sont nourris par les publications de médias influents, je suis intimement convaincu que la communication stratégique doit être considérée comme un enjeu de défense nationale au Cameroun.

**Quelles mesures importantes ont été prises ces dernières années par le Cameroun pour réduire le risque investisseur ?**

*GG* : La plupart des décideurs camerounais, au plus haut niveau, sont aujourd'hui convaincus de la nécessité d'assainir le climat des affaires et de renforcer les capacités des différents intervenants pour réduire les risques auxquels sont exposés les investisseurs qui choisissent la destination Cameroun. Nos amis de

*Doing Business 2012* notent, à cet effet, que notre pays a connu une belle progression dans les réformes liées à la création d'entreprise. Je signale également la poursuite du plan d'action prioritaire pour la réforme du système judiciaire, l'extension des guichets uniques de facilitation des transactions foncières et domaniales dédiés aux entreprises, la mise en œuvre de la déclaration pour l'accomplissement des obligations fiscales, la dématérialisation des procédures des opérations du commerce, et plus généralement la lutte contre la corruption. En sus, avec le concours des bailleurs de fonds, Yaoundé a pris un important train de mesures visant à renforcer l'information économique, à simplifier les procédures, à accompagner les entreprises et à assurer la protection de l'espace économique face aux menaces illicites. En somme, même si beaucoup reste à faire, les autorités camerounaises ont compris que plus il y a de clarté et de sécurité, plus il y a d'investisseurs étrangers. Et plus il y a d'investissements, plus il y a de l'emploi, de la consommation et de la croissance. Le pays en a besoin pour mener à bien les grandes réalisations chères au chef de l'Etat.

**Propos recueillis par Dominique Flaux**

\*) Guy Gweth est le fondateur de Knowdys, premier cabinet d'intelligence économique et due diligence spécialisé sur l'Afrique centrale. [www.knowdys.com](http://www.knowdys.com)



## **PARTENARIATS PUBLIC PRIVE (PPP) AU CAMEROUN**

*Un moteur de croissance pour la vision du pays à l'horizon 2010-2035*

### **Un cadre légal et réglementaire attractif**

- la loi n° 2006/012 du 29 décembre 2006 fixant le régime général des contrats de partenariat ;
- le décret n° 2008/035 du 23 janvier 2008 portant organisation et fonctionnement du Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat , complété par le décret n°2012/148;
- le décret n° 2008/0115/PM du 24 janvier 2008 précisant les modalités d'application de la loi n°2006/012 du 29 décembre 2006 fixant le régime général des contrats de partenariat ;
- la loi n° 2008/009 du 16 juillet 2008, fixant le régime fiscal, financier et comptable applicable aux contrats de partenariat.

### **Une nouvelle institution, entièrement dédiée aux PPP**

Le Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat (CARPA) BP 33745 Yaounde – Cameroun. Téléphone: (237) 22 23 92 92 Fax: (237) 22 23 92 92 Email: ppp\_cameroon@yahoo.fr

- Eligibilité des projets de service public au régime des partenariats public-privé
- Evaluation préalable
  - Evaluation technique
  - Evaluation et allocation des risques
  - Analyse économique et financière
  - Opportunité de réaliser le projet en PPP

### **Un régime fiscal, financier et comptable très attractif**

- TVA (19,25%) prise en charge par l'entité publique pendant la période de construction
- Enregistrement gratuit de tous les actes et conventions Durant la période de construction
- Prise en charge des taxes et droits de douanes par l'entité publique
- Dispense d'inspection avant embarquement pour les matériels et équipements
- Décote de 5 points sur le taux d'impôt sur les sociétés
- Régime d'amortissement accéléré (25% de plus par rapport au taux normal)

### **Opportunités d'affaires**

- Energie
- Eau
- Transports
- Mines
- Ponts à péage
- Routes à péage
- Télécommunications
- Tourisme

# INVESTIR AU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque  
jour l'actualité  
économique du  
Cameroun



L'APPLICATION SUR IPHONE, IPAD ET ANDROID

